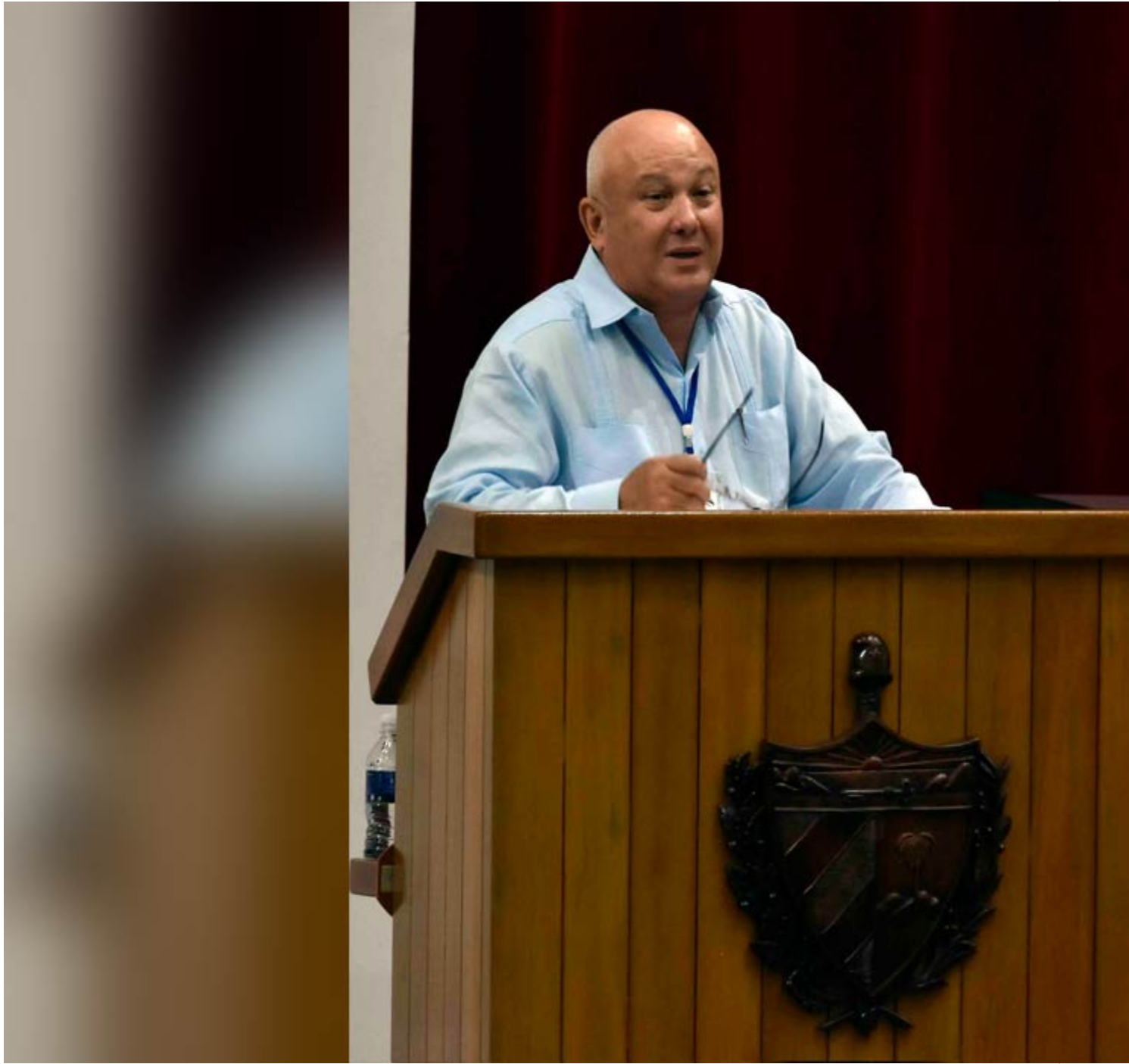


*La loi sur la souveraineté
alimentaire n'atteint pas les
résultats escomptés à Cuba*



La Havane, 21 juillet (RHC) La loi sur la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SSAN) et les 63 mesures visant à stimuler la production agricole à Cuba n'ont pas encore eu l'effet escompté, a-t-on appris ce vendredi à La Havane.

C'est ainsi que l'a expliqué le vice-premier ministre Jorge Luis Tapia lorsqu'il a fait le point sur l'application de la loi lors de la première session ordinaire de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire.

Jorge Luis Tapia a estimé que la loi à elle seule ne résout pas les problèmes dans ce domaine, mais qu'il est nécessaire d'atteindre chaque terrain, parcelle et cour qui a la capacité de produire. Il a expliqué qu'avant le rapport, 133 municipalités du pays ont été visitées afin d'acquérir une expérience pratique.

Le vice-premier ministre a estimé que l'organisation de systèmes alimentaires locaux est la solution pour atteindre la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et qu'il est nécessaire de les développer avec urgence, durabilité et résilience.

Il a également souligné que les agences, les entités et les organes locaux du pouvoir populaire doivent assumer leurs responsabilités légales, en tenant compte des dispositions de la loi afin qu'elle puisse être appliquée efficacement.

Les plans économiques annuels doivent refléter le potentiel productif réel de chaque territoire en ce qui concerne les processus d'ensemencement, de production, de transformation, de contractualisation et de commercialisation des denrées alimentaires.

En ce qui concerne les principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la loi, il a souligné le manque de connaissance de son contenu et des techniques de production actuelles, ainsi que les lacunes dans l'intégration des différents acteurs, depuis les scientifiques jusqu'aux producteurs.

Il a également précisé que le processus de création de l'autoconsommation dans les entités de production et les services, qui satisfait une partie des besoins nutritionnels des travailleurs et de leurs familles, est lent.

En outre, il a mis en garde contre des situations d'illégalité, le non-paiement gênant des producteurs et les conséquences du blocus économique imposé par les États-Unis à l'île, qui affectent durement l'accès aux engrais, aux carburants et aux outils agricoles.

Jorge Luis Tapia a déclaré que pour inverser cette situation, il est urgent de travailler à la création et à la consolidation d'un marché de gros des intrants pour les producteurs agricoles dans toutes les formes de gestion, ainsi que de développer des programmes visant à incorporer les femmes et les jeunes dans la production alimentaire et à améliorer leurs conditions de vie, afin que les champs ne se retrouvent pas sans main d'œuvre.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/329158-la-loi-sur-la-souverainete-alimentaire-natteint-pas-les-resultats-escomptes-a-cuba>



Radio Habana Cuba